

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne** TROYES, le 12 août 2025

Nos réf. : SAU/AV/MI n° 25 - 466

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LISI AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS**

Avenue du Général Leclerc  
BP 102  
10200 BAR-SUR-AUBE

Code AIOT : 0005701929

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31 juillet 2025 dans l'établissement LISI AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS implanté Avenue du Général Leclerc - BP 102 10200 BAR-SUR-AUBE. L'inspection a été annoncée le 29 juillet 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La zone Aube Amont a été classée en Alerte sécheresse à partir du 24 juillet 2025. De plus, au regard des conditions climatiques devenues extrêmes et des épisodes de sécheresse récurrents ces dernières années, l'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection sur le site de BAR-SUR-AUBE afin de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement, ainsi que le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral n° DDT/SEB/PREMA-2024361-0001 du 26 décembre 2024 portant adoption des mesures de limitation de certains usages de l'eau dans le département de l'Aube.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LISI AEROSPACE FORGED INTEGRATED SOLUTIONS
- Avenue du Général Leclerc - BP 102 - 10200 BAR-SUR-AUBE
- Code AIOT : 0005701929
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

LISI Aérospatiale est un groupe industriel, spécialisé dans la fabrication de solutions d'assemblage et de composants à forte valeur ajoutée pour les secteurs de l'aéronautique, de l'automobile et du médical. LISI Aérospatiale regroupe 5 504 employés et dispose de trois implantations dans l'Aube et la Haute-Marne : BAR-SUR-AUBE, BOLOGNE et CHAUMONT. Le site de BAR-SUR-AUBE est dédié aux activités de forge.

L'exploitation de l'installation est encadrée par l'arrêté préfectoral n°06-4556 du 26 octobre 2010.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Eaux souterraines

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Volume de Référence	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I 2° et 3°	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 septembre 2025
5	Déclenchement du seuil d'alerte	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 septembre 2025

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Origine des approvisionnement, prélèvements et consommations en eau	Arrêté Préfectoral du 26/10/2006, article 4.1.1
2	Dispositif de suivi des prélèvements en eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
3	Soumission AM 30/06/2023	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
6	Améliorations / Investissements liés à la gestion de l'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I-6°

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement LISI Aérospace présente une consommation d'eau totale supérieure à 10 000 m<sup>3</sup> en 2024. Par conséquent, il est soumis à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. Ayant bénéficié, en 2023, de l'exemption induite par l'application de l'article 2 de l'arrêté ministériel suscité, l'exploitant pensait que cette dernière s'appliquait également pour l'année 2025. En conséquence, il n'a pas défini le volume de référence et les actions à mettre en oeuvre lors du déclenchement du seuil alerte n'ont pas été engagées. Il est toutefois noté que le personnel est régulièrement sensibilisé sur l'utilisation de l'eau, que des compteurs connectés seront installés d'ici fin 2025, et que l'exploitant s'engage à avoir une meilleure maîtrise des suivis et relevés de compteurs.

Il est précisé que l'établissement est fermé du 1<sup>er</sup> au 24 août 2025 et qu'il n'y aura pas de consommation d'eau durant cette période, pouvant être critique. Par ailleurs, malgré un volume total supérieur à 10 000 m<sup>3</sup>, les volumes consommés restent dans une fourchette basse. De plus, la fuite d'eau, survenue à l'été 2024 sur une conduite enterrée, fausse légèrement la consommation réelle du site.

Aussi, au regard de ces divers éléments, il n' st pas proposé de suite administrative. Néanmoins, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de déterminer d'ici le 15 septembre 2025 ses volumes de références et de lui transmettre les éléments ayant permis de déterminer ces volumes de référence, ainsi que les actions engagées, afin de respecter l'article 2-I de l'arrêté ministériel suscité.

## 2-4) Fiches de constats

N  1 : Origine des approvisionnements, prélèvements et consommations en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2006, article 4.1.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau	
<b>Prescription contrôlée :</b> L'eau utilisée dans l'établissement a deux origines : <ul style="list-style-type: none"><li>- le réseau public de distribution d'eau potable de la ville de Bar sur Aube à des fins domestiques ainsi que pour le traitement des effluents aux postes de ressuage, de tribofinition, pour l'appoint des aéroréfrigérants, les appoints des bacs de traitement de surface</li><li>- 6 puits équipés de pompes permettant de prélever dans la nappe alluviale l'eau destinée aux usages suivants :<ul style="list-style-type: none"><li>✓ appoints du circuit d'eau du process et eaux de lavage des ateliers,</li><li>✓ eaux des réseaux d'incendie (en cas de sinistre ou lors de périodes d'essais des installations ou de tests de bon fonctionnement).</li></ul></li></ul> Les prélèvements d'eau non liés à la lutte ou aux exercices incendie, sont limités aux quantités suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Jusqu'à la réalisation du « zéro rejet » sur l'atelier de traitement de surface :</li></ul>	
Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle :
Nappe alluviale	70 000 m <sup>3</sup> /an
Réseau public	10 000 m <sup>3</sup> /an
<ul style="list-style-type: none"><li>• Après mise en place du « zéro rejet » sur l'atelier de traitement de surface :</li></ul>	

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle :
Nappe alluviale	50 000 m <sup>3</sup> /an
Réseau public	10 000 m <sup>3</sup> /an

#### Constats :

Le jour de la visite, l'exploitant précise que son installation est en « rejet zéro » et que, par conséquent, le volume autorisé de 70 000 m<sup>3</sup>/an en nappe alluviale et de 10 000 m<sup>3</sup>/an pour le réseau public n'est plus d'actualité.

L'eau consommée issue du réseau public alimente les sanitaires, ainsi que certains postes du process (ressuage, tribofinition, appoints des systèmes de refroidissement des fours).

L'eau issue de la nappe via 6 forages est utilisée pour le traitement de surface, les eaux de lavage/rinçage et les eaux des réseaux d'incendie.

L'exploitant a communiqué, le jour de la visite, les volumes consommés sur les dernières années :

Années	Volume Réseau AEP (m <sup>3</sup> )	Volume nappe (forage) (m <sup>3</sup> )
2021	7 755	2 463
2022	11 592	1 693
2023	13 291	3 899
2024	24 000	3 282
Du 1 <sup>er</sup> janvier à juillet 2025	9 875	1 516

Au regard des volumes consommés ci-dessus, il est constaté que le volume autorisé issu de la nappe est largement respecté (50 000 m<sup>3</sup>) contrairement à celui du réseau public qui lui, est en augmentation depuis 2021 et supérieur au volume autorisé (10 000 m<sup>3</sup>).

Le volume total consommé (27 282 m<sup>3</sup>) reste néanmoins inférieur au volume global autorisé (60 000 m<sup>3</sup>).

L'exploitant précise que le volume de 2024 présente une surconsommation dû à une fuite identifiée tardivement et représentant environ 10 000 m<sup>3</sup>. L'alerte a été donnée par le gestionnaire du réseau (SDDEA) fin 2024 et réparée en février 2025. L'exploitant suspecte que la fuite soit survenue à l'été 2024 (Juillet). La fuite a été recherchée et a été localisée sur une partie du réseau souterrain.

Par ailleurs, l'exploitant indique que le nombre de personnes de l'entreprise a augmenté, passant de 281 à 305 personnes entre 2021 et 2025. Divers points d'eau ont également été rajoutés dans les ateliers (fontaines à eau).

L'exploitant souligne également que le mode opératoire du suivi des prélèvements et le relevé des compteurs demandent à être optimisés et fiabilisés.

Il est relevé que les volumes réellement consommés ne sont plus en adéquation avec les volumes autorisés par l'arrêté préfectoral suscité. L'exploitant ayant pour projet de déposer un porter-à-connaissance très prochainement pour modification des conditions d'exploitation, le réajustement des volumes autorisés sera intégré dans sa demande.

Il est noté que l'exploitant a effectué la déclaration de ses émissions, notamment sa consommation d'eau, pour l'année 2024 sur la plateforme GERE (banque de données des émissions de polluants et de déchets).

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Dispositif de suivi des prélèvements en eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dispositif de mesure totalisateur – Relevé des débits prélevés

**Prescription contrôlée :**

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Les compteurs des forages et du réseau d'eau public sont relevés de façon hebdomadaire et consignés informatiquement. Ces relevés ont été présentés à l'inspection des installations classées.

Sur 2024, le débit prélevé était en moyenne de 75 m<sup>3</sup>/j. Cette fréquence de relevé est donc conforme.

Par ailleurs, l'exploitant précise que divers compteurs sont installés et suivis de la même manière, à des points « stratégiques » de l'usine.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Soumission AM 30/06/2023**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Soumission à l'AM du 30/06/2023
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
<b>Constats :</b>  Au regard des volumes présentés au point de contrôle n°1, l'établissement LISI aérospace est soumis à l'arrêté ministériel du 30/06/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Volume de Référence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I 2° et 3°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Volume de référence – Calcul
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : [...]  2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;  3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'exploitant n'avait pas déterminé le volume de référence au regard duquel il doit réduire sa consommation d'eau selon le seuil de sécheresse atteint. L'exploitant indique que l'établissement arrête son activité, pour congés, à compter du 1 <sup>er</sup> août jusqu'au 24 août. Seules quelques opérations de maintenance auront lieu sur cette période et ne nécessiteront pas d'eau.

L'exploitant s'est engagé à déterminer le volume de référence pour chaque point d'alimentation (volume de référence pour le volume issu des forages, volume de référence pour le volume issu du réseau public) d'ici le 15 septembre. Ces volumes de référence et les éléments ayant servi à les déterminer seront transmis à l'inspection des installations classées sous le même délai.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

#### N° 5 : Déclenchement du seuil d'alerte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stade Alerte – Dispositions à mettre en œuvre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;</li> <li>- <b>Alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;</b></li> <li>- Alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;</li> <li>- Crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a bien eu connaissance du déclenchement du seuil alerte sécheresse concernant son territoire (zone Aube amont). Toutefois, l'exploitant indique qu'il bénéficiait de l'exemption de la prescription de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 en 2023 et ne savait pas qu'il devait se repositionner chaque année par rapport à l'application de cet arrêté ministériel. Par conséquent, et comme précisé au point précédent, le volume de référence n'a pas été déterminé et les actions non engagées.</p> <p>Toutefois, des sensibilisations sur l'utilisation de l'eau et sur les bonnes pratiques de process sont réalisées de façon régulières (par les animateurs QSE), notamment en période estivale. Lors de ces sensibilisations, il est rappelé que toute fuite est à signaler.</p> <p>L'exploitant rappelle également que l'entreprise est fermée du 1<sup>er</sup> au 24 août 2025 et qu'il n'y aura pas de consommation d'eau durant cette période, donc pas de pression supplémentaire sur la ressource durant cette période.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**N° 6 : Améliorations / Investissements liés à la gestion de l'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I-6°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Evolutions – Améliorations – Investissements – Gestion de l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :  6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2018.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que différents compteurs ont été mis en place, ces dernières années, à divers points « stratégiques » de l'établissement, afin de suivre plus finement les consommations d'eau. De plus, des compteurs éco-adapt vont être installés d'ici fin 2025, permettant d'avoir un relevé des consommations en temps réel et, par conséquent, une meilleure réactivité en cas d'anomalie ou de dérive constatée.  L'exploitant souligne que la consommation d'eau du site a fortement diminué depuis les années 2000 où il y a eu changement de process : l'eau utilisée pour les bacs de rinçage était en eau perdue, engendrant une diminution d'environ 35 000 m <sup>3</sup> .  De plus, le système de refroidissement des fours est en circuit fermé avec un appoint d'eau. L'exploitant indique que, désormais, seuls les fours nécessaires à la production sont démarrés, alors qu'auparavant tous les fours étaient mis en fonctionnement. Cette modification permet un gain en énergie, mais aussi un peu en eau. L'exploitant a pour projet, sous environ 3 ans, de retirer 3 fours de ses ateliers, générant ainsi moins de refroidissement, donc une légère diminution de la consommation d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite